



FORUM PIERRE MICHELETTI, professeur associé à l'IEP de Grenoble, ancien président de Médecins du monde, directeur éditorial de l'ouvrage « Afghanistan : gagner les cœurs et les esprits », PUG-RFI

La population afghane risque l'oubli

L'une des premières échéances du nouveau président français, en matière de politique étrangère, a été le sommet de l'Otan à Chicago. François Hollande a dû gérer un héritage atlantiste de son prédécesseur. L'avenir de l'Afghanistan a été l'un des thèmes principaux de la rencontre. Derrière les considérations strictement militaires, s'est joué aussi l'avenir de l'aide économique et financière qui accompagnera le retrait des troupes. Cette aide concerne tant le soutien à l'armée afghane que celle destinée plus globalement à une population exsangue.

2001-2012, presque onze ans ont passé depuis qu'en ce 7 octobre 2001 débutait l'opération « Liberté immuable » sous l'impulsion des États-Unis d'Amérique, avec le soutien de nombreux pays dont la France et l'appui de combattants afghans de l'Alliance du Nord. Des années qui s'achèvent sans que la population ait eu de gage réel que cette entrée en scène de forces combattantes, imposée de l'étranger, puisse concrètement améliorer sa situation quotidienne. Le conflit perdure et, pire, gagne du terrain. Ni la santé, ni la sécurité, la liberté d'expression, l'alphabétisation ou l'alimentation de la majorité de la population afghane n'ont connu, en onze ans, une progression notable.

Pourquoi ce constat ? Il est d'abord le fait de la corruption majeure d'un appareil d'État en pleine décomposition. Les pays voisins jouent un jeu trouble, qui contribue à une instabilité souhaitée et entretenue. Ces conflits sont anciens, parfois hérités de l'histoire du XX^e siècle ou plus lointains encore. Parfois manipulés à distance par telle

ou telle grande puissance, installée ou en devenir. Et puis s'expriment

Les pays et institutions impliqués n'ont pas toujours fait preuve de constance ou de cohérence dans le temps.

les tensions au sein de la mosaïque tribale, en particulier autour de la question pachtoune, un peuple coupé en deux en 1947 quand le Pakistan a accédé à son indépendance.. S'y ajoutent les clivages religieux entre sunnites et chiïtes. Ces logiques-là ne connaissent pas les frontières.

2001-2012. Un temps suffisant pour que se réorganise une économie parallèle de guerre, alors que l'aide internationale n'a pas abouti à permettre l'autosubsistance de la population. Des Afghans et des étrangers sont dans un partenariat qui dépasse les clivages du conflit. Chefs de guerre locaux, commerçants, exportateurs de drogue, responsables politiques locaux, grandes entreprises internationales, sociétés de sécurité privées, sociétés militaires privées se distribuent les rôles et les bénéfices.

2001-2012. Des années d'intervention d'acteurs internationaux dont la présence est, pour certains, dictée par le souci de soutenir la population afghane, en dehors de l'action militaire. Mais les pays et institutions impliqués n'ont pas toujours fait preuve de constance ou de cohérence dans le temps.

Le leader américain a été dans des logiques de flux et de reflux, dans les modalités de ses orientations politiques autant que militaires. Dans un bel ensemble de suivisme, les pays de l'Union européenne comme les Nations unies et leurs agences présentes sur le terrain emboîtent le pas à la rhétorique d'un pays « en reconstruction », que pourtant démentaient les intervenants humanitaires comme les observateurs militaires.

À l'heure où s'amorce l'accélération du retrait des troupes étrangères,

les différentes organisations qui apportent un soutien humanitaire dressent un bilan qui n'est consensuel que pour qualifier l'indéniable pauvreté qui persiste dans le pays.

À la violence, aux maladies, à la malnutrition chronique, s'ajoutent les ravages de la toxicomanie, de la violence intrafamiliale que subissent les femmes, et la liste est longue encore. Rares sont les ONG qui interviennent encore dans les zones non contrôlées par la coalition internationale. Le pourront-elles davantage demain ? La question est d'autant plus sensible que certaines se sont ostensiblement affichées en alliance avec les troupes étrangères.

Ainsi les organisations humanitaires se trouvent-elles confrontées à des enjeux multiples. Essayer de continuer à travailler, malgré les risques élevés d'insécurité, mais aussi

rester vigilantes pour que, comme après le retrait des troupes soviétiques en 1989, l'Afghanistan ne sorte pas des « écrans radars ». Si la situation venait à connaître une grave détérioration, nous assisterions, une fois de plus, à de grands mouvements de populations, dont une partie cherchera alors refuge hors les frontières. Là encore, la vigilance des ONG sera importante pour qu'on n'assiste plus à des scènes inacceptables de poursuite de réfugiés, présentés comme des migrants économiques, sur les côtes européennes, de Rotterdam à Dunkerque.

Grand est en effet le risque que soit véhiculé, chez les responsables politiques occidentaux, un discours visant à faire croire que le retrait des troupes traduit la fin du conflit...